

Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 23 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES



Revue trimestrielle - N° 23, SEPTEMBRE 2026

Mise en page et Impression

IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO

BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30

E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor

E-mail : evaluation@sjifactor.com

Website : <http://sjifactor.com/>

SJIF 2026 = 7.918 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2026).

SJIF Impact Factor Evaluation [SJIF 2026 = 7.918]

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication et rédacteur en chef :

Professeur TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé

Directeur de rédaction :

Professeur Arthur MUKENGUE, Université de Rhodes (Afrique du sud)

Comité Scientifique

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Ataféi PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé, Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé, Professeur Didier AMELA, Université de Lomé, Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé, Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé, Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé, Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGUE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé, Dr Anoumou AMEKUDJI (MC), Université de Lomé, Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Essodina Kokou PERE-KEZIMA, Université de Lomé, Professeur Follygan HETCHELI, Université de Lomé, Dr Ernest BASSANE (MC), Université Norbert Zongo de Koudougou (Burkina Faso), Professeur Komi Xolali AVEGNON, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Dr Ulrich-Ariel YEKE, Université Omar Bongo (Gabon), Dr Kokou AWOKOU (MC), Université de Lomé, Dr Gnabana PIDABI (MC), Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé (Togo), Dr Bilakani TONYEME (MC), Dr Banabia LONGA, Université de Lomé, Dr Bantchin NAPAKOU (MC), Université de Lomé, Candide Achille Ayayi KOUAWO (MC) Université de Lomé, Dr Kossi Wonouvo GNAGNON, Université de Lomé, Dr Lodegaena Bassantea KPASSAGOU, Université de Lomé, Dr Weinpanga A. ANDOU (MC), Université de Lomé, Dr Napo GNANE (MC), Université de Lomé, Professeur Cal Komla AVONO, Université de Lomé, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran (Iran).

Revue Dama Ninao Print-ISSN 2617-4766 E-ISSN 2617-4774

E-mail : revuedamaninao@gmail.com; infos@revuedamaninao.net

Revue Dama

Comité de rédaction

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Dr Wonouvo GNAGNON, Dr DOUHADJI Kossi, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran.

Secrétariat : HOGNON Komi Mosé

Contact : revuedamaninao@gmail.com

Site Internet de la Revue Dama Ninao : <https://revuedamaninao.net/>

LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

Dama Ninao est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :

1-Pour le **Titre** de la première section

1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

2- Pour le **Titre** de la deuxième section

2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

- **Références bibliographiques** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.
- BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.
- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

Typographie française

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.
- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

Soumission des manuscrits

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net. Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d’insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d’envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l’expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l’article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net ou visitez le site de la revue : www.revuedamaninao.net.

Evaluation par les pairs

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n’offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l’amélioration dudit article, renvoyer l’auteur de l’article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n’est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d’internet, si le même article n’est pas déjà publié dans une revue en ligne.

Objectifs et portée

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s’entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s’intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

SOMMAIRE

1. **L'ARABE TCHADIEN : UN PATRIMOINE LINGUISTIQUE COMMUN
POUR LES TCHADIENS----- 16**
DADI CHIDI Abderaman, Université de Sahara de Faya (Tchad)
2. **FACTEURS ASSOCIÉS À L'ABANDON SCOLAIRE DES ÉLÈVES DU
SECONDAIRE 1 DANS LA COMMUNE DE ZIO 1 AU TOGO ----- 33**
AKLAMANU Kokutsè Essé, Université de Lomé (Togo)
BAGAN Dègnon, Université de Lomé(Togo)
3. **LES INTERDÉPENDANCES PROFESSIONNELLES ET LA
COORDINATION SOCIALE DANS UN PORT DE PÊCHE ARTISANALE :
ANALYSE SOCIOLOGIQUE DU PORT DE PÊCHE DE COTONOU (BÉNIN)
----- 50**
AKPABIE Adoté Akué, Université de Lomé (Togo)
4. **TENURE FONCIÈRE COUTUMIÈRE ET ACCÈS DES MIGRANTS À LA
TERRE EN CÔTE D'IVOIRE : ÉTUDE COMPARATIVE À TABOU,
KATIOLA ET BOUAKÉ ----- 73**
KOUACOU Anzian, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
5. **LES DROITS DE LA FEMME ET LE POLITIQUEMENT CORRECT : LES
AMBIVALENCES D'UNE POLITIQUE DU GENRE ----- 89**
BAHIN Lessbet Arnold, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
6. **GESTION DES DÉCHETS MÉDICAUX ET DÉGRADATION DE
L'ENVIRONNEMENT DANS LES CENTRES DE SANTÉ PUBLICS
URBAINS À YAMOOUSSOUKRO (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) ---- 105**
AYEMOU Anvo Pierre, Université Alassane Ouattara Bouaké (Côte d'Ivoire)
7. **ANALYSE DES COUTS DE PRODUCTION DES SOINS PAR LES CENTRE
SANTE DE REFERENCE : (LE CENTRE SANTE DE REFERENCE DE
KALABANCORO BAMAKO, MALI) ----- 127**
BERTHE Lassina, Université Yambo Ouologuem Bamako, Mali
CAMARA Oumar, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
TRAORE Lamine, Faculté des Sciences Economistes et de Gestion (Mali)

8. **LA VIRTÙ CONTRE LA VERTU : QUAND MACHIAVEL INTERROGE LA JUSTICE SOCIALE COMME FONDEMENT DE LA BONNE GOUVERNANCE.**----- 145
BOTTY Bi Naga Landry, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
9. **CATÉGORISATION SOCIALE ET CONSTRUCTION NATIONALE DANS LE DISCOURS POLITIQUE DE CISSÉ BACONGO** ----- 158
PRAO Bini Kouamé, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire),
KONAN Yao Gatien, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
COULIBALY Lidwine Aminata, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
10. **RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES PRIVEES ET IDENTIFICATION ORGANISATIONNELLE DES SALAIRES : LE CAS DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON A ABIDJAN** ----- 177
AKA Blainson Alain, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
11. **INCIDENCES DE LA GESTION DE LA FORET CLASSÉE DE TIENFALA SUR L'ENVIRONNEMENT AU MALI**----- 195
BOCOUM Moussa Fadiala, Institut de Pédagogie Universitaire (Mali)
12. **TYPOLOGIE DES ENGINS ET DES TECHNIQUES DE PÊCHE DANS LA RÉGION DE LA NAWA (CÔTE D'IVOIRE)**----- 214
YAPO CHILÉ NADÈGE ÉPSE KOUAKO, Université de San Pedro (San Pedro-Côte d'Ivoire)
13. **LA FALACIA DEL ANALISIS TEMATICO: CUANDO EL TEXTO SE VUELVE EXCUSA**----- 236
SEKA Christophe Emmanuel, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
14. **TOPONYMIE DE LA VILLE DE KORHOGO : ENTRE COGNITION, IMAGINAIRE LINGUISTIQUE, DISCOURS RAPPORTÉ ET RÉALITÉ SOCIOHISTORIQUE** ----- 260
DIABY Aïssata, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
15. **STRATÉGIES CATHARTIQUES À TRAVERS LES PRESTATIONS DES MUTUELLES ET GROUPES D'ASSISTANCE EN SITUATION DE DEUIL À BRAZZAVILLE**----- 271
DIAFOUKA Bitsoua Fanely Flore Sandrine Épse Loussakoumounou, Université Marien Ngouabi (Congo)

16. LES FAAFOUË – GOSSAN DE GBÊKÊKRO À KOUASSIBLEKRO, 1865-1900 ----- 291
Dr DJANGO Kouassi Roger, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
Dr KOFFI Kouassi Serge, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
17. L'ÉCRITURE INCLUSIVE COMME VECTEUR DE DÉCONSTRUCTION MORPHOSYNTAXIQUE DU FRANÇAIS : ENJEUX STRUCTURELS, SOCIOLINGUISTIQUES ET POSTURES NORMATIVES ----- 309
DOSSO Tiémoko, Université Félix-Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
DIABY Aïssata, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
KRAMO Kouadio Emile, Institut Pédagogique National de l'enseignement technique et Professionnel (Côte d'Ivoire)
18. LA MARE DE DJIKADAN À KOUNADOU-MARÉNA : UN PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL MENACÉ PAR LES PRÉDATEURS DE L'ENVIRONNEMENT EN GUINÉE ----- 327
Dr BAMBA Fatoumata, Université Julius Nyerere de Kankan (Guinée)
19. L'ONOMASTIQUE DANS LE FILS DE-LA-FEMME-MÂLE : BLA YASSOUA ET AWLIMBA TANKAN, FONDEMENTS D'UN PACTE NARRATIF. ----- 347
Dr KOFFI Céline Omo épouse AHO, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
Dr/MC SANOGO Amidou, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
20. L'APPORT DE LA TRADITION ÉGYPTIENNE DANS LA CONCEPTION DE L'ÉDUCATION PLATONICIENNE : UN REJET DE LA MODERNITÉ ? ----- 367
BROU Nanou Pierre, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
21. THE REALISTIC DEPICTION OF WAR IN *THE RED BADGE OF COURAGE* BY STEPHEN CRANE, *ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT* BY ERICH MARIA REMARQUE AND *A RUMOR OF WAR* BY PHILIP CAPUTO ----- 386
Dr. MBODJI Papa Ibrahima, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

22. LE TISSAGE BAULÉ, UN SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL ENTRE
TRADITION ET MODERNITÉ ----- 406
YAO Élisabeth, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
DJAMALA Kouadio Alexandre, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
23. LE FONCTIONNEMENT STYLÉMATIQUE DANS *L'ÉTAT Z'HÉROS OU
LA GUERRE DES GAOUS* DE MAURICE BANDAMAN : ÉVALUATION
STYLISTIQUE D'UNE TRANSGÉNÉRICITÉ ROMANESQUE ----- 429
SILUÉ Gomongo Nargawélé, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
ADOU Essi Victoire Anaëlle, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
24. L'INFLUENCE DES POLITIQUES DE QUALITE DE VIE ET CONDITIONS
DE TRAVAIL SUR LA SATISFACTION : CAS DE MACHINE BRIQUE
(TOGO)----- 448
GBANDEY Sadjì N'Gbansohfi, Université de Lomé (Togo)
SOSOE Kodjo, Université de Lomé (Togo)
25. LA GREVE AU LYCEE MODERNE D'ODIENNE EN 1984 : REVELATEUR
DE TENSIONS SOCIALES DANS UNE COTE D'IVOIRE EN CRISE ----- 466
GUEU Paul, enseignant-chercheur, Université Alassane Ouattara (Côte
d'Ivoire)
TRAORÉ Siaka, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
26. ÉCOCRITIQUE ET ONOMASTIQUE : LES NOMS DES MANDÉS DU
NORD ET RELATIONS CULTURELLES À LA NATURE ----- 488
KROUWA Jean de Dieu, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
YAO Kounandy Joseph, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
27. LE DISPOSITIF HYBRIDE À L'UNIVERSITÉ DE LOMÉ : PROCESSUS
D'INTÉGRATION TECHNOPÉDAGOGIQUE ET TRANSFORMATION DES
PRATIQUES PÉDAGOGIQUES ----- 503
KABRAITCHUKA Ditorga Essotolom, Université de Lomé (Togo)
KOUAWO Candide Achille Ayayi, Université de Lomé (Togo)
28. DE LA CHANSON POPULAIRE SENEGALAISE : STRATEGIES CONTRE-
DISCURSIVES FEMINISTES.----- 522
KANE Nafissatou, Université Gaston Berger de St-Louis (Sénégal)
SY Kalidou Seydou, Université Gaston Berger de St-Louis (Sénégal)

- 29. DETERMINANTS LIES AUX PRATIQUES D'ALIMENTATION DES ENFANTS DANS LE CERCLE DE YOROSSO (REGION DE SIKASSO, AU MALI)----- 545**
BERTHE Kassoum,ED DESSLA (Mali)
KEITA Amara, Université de Labé (Guinée)
Docteur BERTHE Lassina, Université Yambo Ouologuem de Bamako (Mali)
- 30. POUVOIR, VIOLENCE ET COHÉSION SOCIALE EN AFRIQUE CONTEMPORAINE : QUELLE ARTICULATION AU REGARD DE LA PENSÉE MACHIAVÉLIENNE ?----- 561**
KOFFI Brou Dieudonné, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) (Côte d'Ivoire)
DADI CHIDI Abderaman, Université de Sahara de Faya (Tchad)
- 31. SUJET : CHEIKH ANTA DIOP ET LA RECONVERSION DU REGARD EN AFRIQUE ----- 579**
KONÉ Moussa, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SILUÉ Laragnon, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 32. LA GESTION DES DONNÉES ACADÉMIQUES DANS LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES DU TOGO : DÉFIS ORGANISATIONNELS ET PERSPECTIVES POUR UN SYSTÈME D'INFORMATION INTÉGRÉ ---- 597**
KPADONOU Kossi Paulin, Université de Lomé (Togo)
Dr SONHAYE Kondi Napo, Université de Lomé (Togo)
- 33. FREINS AU DÉPISTAGE DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS EN CÔTE D'IVOIRE CHEZ LA JEUNE FEMME EN MILIEU UNIVERSITAIRE : CAS DES ÉTUDIANTES DE LICENCE 3 ET MASTER 1 DE L'INSAAC. ----- 625**
KOUAME Akissi Marie-Noëlle, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (Côte d'Ivoire)
- 34. POÉSIE ET CINÉMA CHEZ J. PRÉVERT : SIMPLICITÉ, SINGULARITÉ ET PROCÉDÉS CINÉMATOGRAPHIQUES DANS L'ÉCRITURE POÉTIQUE ----- 642**
KOUAMÉ Kouadio Judicaël, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
KOUADIO N'Guessan Antoine, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

35. ESTANCAMIENTO Y DESMORONAMIENTO EN *HISTORIA DE UNA ESCALERA* DE ANTONIO BUERO VALLEJO ----- 661
KOUASSI Kouassi Mathieu, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SIGNO Abenan Christine, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
N'GUESSAN Aya Martine, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
36. L'AUTONOMISATION DES FEMMES A L'EPREUVE DES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS LES COMMUNAUTES CACAOYERES A GRAND ZATTRY (COTE D'IVOIRE) ----- 676
DIABY Maimouna, Université Jean Lorougnon Guédéde Daloa (Cote d'Ivoire)
BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel, Université Polytechnique de San Pedro (Cote d'Ivoire)
37. ART ET RÉVOLTE CHEZ ALBERT CAMUS : L'ART COMME REFUS ET CONSENTEMENT ----- 697
SILUÉ Laragnon, Université Alassane Ouattara (Cote d'Ivoire)
38. EXTRACURRICULAR ENGLISH CLUB PRACTICES AND ENGLISH FOR SPECIFIC PURPOSES LEARNING: AN EMPIRICAL STUDY AT THE UNIVERSITY OF PARAKOU ----- 709
HOUNNOU Azoua Mathias, University of Parakou (Bénin)
ADJOHA Bienvenu, University of Abomey-Calavi (Bénin)
YOKOSSI Daniel, University of Abomey-Calavi (Bénin)
KODJO SONOU Théophile Gbègninou, University of Abomey-Calavi (Bénin)
39. EXPÉRIENCE PSYCHOLOGIQUE ET SOCIALE D'UNE MÈRE CONFRONTÉE AUX HOSPITALISATIONS REPETÉES DE SON ENFANT ATTEINT DE DRÉPANOCYTOSE : ÉTUDE QUALITATIVE DE CAS. --- 724
MOUALOU NZIGOU Carelle Ariana épouse MAVIOKA, Université OMAR BONGO (Gabon)
40. LE CONTRAT SOCIAL CHEZ LOCKE : PRINCIPE NORMATIF D'UN ÉTAT DE DROIT ----- 744
N'GUESSAN Ikpé Guy-Serge Alain, Université Alassane Ouattara (Cote d'Ivoire)
KOUASSI N'goh Thomas, Université Alassane Ouattara (Cote d'Ivoire)

41. DES SAO-KOTOKO AUX SAO-DESCENDANTS : LES POSSIBILITÉS
D'UNE OUVERTURE AUX AUTRES ----- 758
GUEDALLA Oumar, Université de Maroua (Cameroun)
42. VERS UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DE
LA PETITE ENFANCE EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE : PROPOSITIONS
ISSUES DES ACTEURS INSTITUTIONNELS ET DES ACTEURS
OPERATIONNELS.----- 773
TOLNO Niouma, PhD, Université Général Lansana Conté (Guinée)
BARRY Oumar, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
KAMANO Pascal, Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée,
ISSEG/Lambanyi (Guinée)
43. RESILIENCIA MAYA FRENTE AL EMPEÑO INQUISITORIAL.
RELECTURA DE *MEMORIA DEL FUEGO*. *LOS NACIMIENTOS* DE
EDUARDO GALEANO ----- 790
SAKOUM Bonzallé Hervé, Université Alassane Ouattara (Cote d'Ivoire)
44. DENOTATION, CONNOTATION ET PRODUCTION DU SENS DANS THE
RIVER BETWEEN DE NGUGI WA THIONG'O: UNE ANALYSE
SEMIOTIQUE DES SIGNES CULTURELS ET RELIGIEUX ----- 804
SANGARE Siaka, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte
d'Ivoire)
45. AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DECLARÉE DES VENDEURS DE
FRIPERIE À BINGERVILLE (CÔTE D'IVOIRE) : PROFILS ET FACTEURS
ASSOCIÉS ----- 823
SERI-YAPI Zohonon Sylvie Céline, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte
d'Ivoire)
GUEU Gogbeu Gaston, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
46. CARTOGRAPHIE DE LA DISTRIBUTION SPATIALE DES RISQUES
NATURELS ET DES MÉNAGES AFFECTÉS DANS LES CENTRES
URBAINS DE KORHOGO, SINÉMATIALI ET M'BENGUÉ (NORD DE LA
CÔTE D'IVOIRE) ----- 843
SORO Seydou Kadodjomon, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte
d'Ivoire)
TRAORE N'Gambêh Lanzéni, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte
d'Ivoire)

47. DE LA POLITIQUE À L'ACTION : COHÉRENCE STRATÉGIQUE ET DÉFIS D'OPÉRATIONNALISATION DE LA POLITIQUE DU NUMÉRIQUE ÉDUCATIF AU TOGO----- 863
SOULE Abdoul-Bassitou, Université de Lomé (Togo)
KOUAWO Candide Achille Ayayi, Université de Lomé (Togo)
48. RÉALISME ET IDÉOLOGIE DANS *L'APPEL DES ARÈNES* D'AMINATA SOW FALL : UNE ANALYSE SÉMIOLOGIQUE DES PERSONNAGES ET DES ESPACES ----- 883
ROUDÉ Taïgba Guillaume, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) Côte d'Ivoire)
49. DE L'ÉMOTION À L'ACTION : L'ART COMME MOTEUR DU VÉCU HUMAIN ----- 900
THIAM Aboubekr, Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (Sénégal)
DIATTA Abdou Simbandy, Musée des Civilisations Noires (Sénégal)
50. LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU TOURISME ET DE SES METIERS DANS LE GRAND LOME ET LA REGION MARITIME AU TOGO ----- 920
TOKPA Komlan, IRES-RDEC (Togo)
NAPO Gbati, Université de Lomé (Togo)
51. ECRITURE DE *LE FILS-DE-LA-FEMME-MÂLE* DE MAURICE BANDAMAN : ENTRE LITTÉRATURE ORALE, ESTHÉTIQUES BAROQUE ET POSTMODERNE----- 944
TOTI Bawa, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
52. LE PROFESSEUR HUGUES MOUCKAGA : HERITAGE TRANSDISCIPLINAIRE DE L'ANTIQUITE ROMAINE A L'ANTIQUITE EGYPTIENNE A L'UNIVERSITE MARIEN NGOUABI ----- 963
YOKA ELONGO Vianney Jean Wolfgon, Université Marien Ngouabi (Cameroun)
MAKOKI Hugues Gildas, Université Marien Ngouabi (Cameroun)
YEKA-YEKA OKONDZA Guytal, Université Marien Ngouabi (Cameroun)

- 53. CULTURE RAP BURKINABÈ ET LA NÉGRITUDE : APPROCHE
COMPARÉE DE DEUX EXPRESSIONS POÉTIQUES DE L'IDENTITÉ
NOIRE ----- 981**
GARBA Wendmy Désiré, Université virtuelle du Burkina Faso
YAGO Gérard , Université virtuelle du Burkina Faso
- 54. LES ANTHROPONYMES BRON : UNE LITTÉRATURE
D'IDENTIFICATION ET DE VALORISATION DE LA NATURE ----- 1004**
FANNY Yacouba, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
- 55. DIFFICILE ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, MARGINALISATION
DANS LA CACAOCULTURE ET RÉSILIENCE FÉMININE DANS LE
DÉPARTEMENT DE BIANKOUMA (OUEST IVOIRIEN) ----- 1020**
YEO Nogodji Jean, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
DRO Gué Dieudonné, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
SOUMAHORO Manlé, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
- 56. MUTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE NON MARCHANDE EN
MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE MARCHANDE, UN ENJEU SOCIO-
ECONOMIQUE POUR LES PAYSANS DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE
TAFIRÉ (CENTRE-NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE).----- 1041**
YEO Watagaman Paul, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
- 57. GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES CACAOYÈRES DE
BARRY – CALLEBAUT DANS LE ZONE DE SINFRA (CENTRE OUEST DE
LA COTE D'IVOIRE)----- 1060**
ZOMBO Jean Philippe, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
ASSEMIAN Bossoma Ange Chrystelle, Université Félix Houphouët Boigny
(Côte d'Ivoire)
- 58. ÉDUCATION THÉÂTRALE DANS LES LYCEES ET COLLEGES ET
CHANGEMENT D'APPROCHES ÉDUCATIVES POUR UNE ÉLITE
IVOIRIENNE RESPONSABLE----- 1075**
MABA Tagbo Victor, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action
Culturelle (Côte d'Ivoire)

**VERS UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DE
LA PETITE ENFANCE EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE : PROPOSITIONS
ISSUES DES ACTEURS INSTITUTIONNELS ET DES ACTEURS
OPERATIONNELS.**

**Niouma TOLNO, PhD,
Département de Philosophie & Psychologie, Faculté des Sciences
sociales, Université Général Lansana Conté, Guinée, Conakry ;
Téléphone : +224 620582875
nioumamarxtlno87@gmail.com**

&

**Oumar BARRY,
Professeur titulaire de Psychologie, Faculté des Lettres et des Sciences
Humaines, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal, Dakar ;
Téléphone : +221 77 551 47 56
oumar.barry@ucad.edu.sn**

&

**Pascal KAMANO,
Assistant, PhD en Littératures Africaines Écrites à l'Institut Supérieur
des Sciences de l'Éducation de Guinée, ISSEG/Lambanyi, Laboratoire
Littératures Arts Espaces et Sociétés (LLAES)
Téléphone : +224 623 21 72 66
pascalkamanoisseg@gmail.com**

Résumé : Le développement intégré de la petite enfance constitue une problématique très actuelle, mais demeure encore insuffisamment pris en compte en Afrique subsaharienne et plus particulièrement en République de Guinée. L'objectif de cette étude est de mettre en évidence les propositions formulées par des acteurs institutionnels et opérationnels en vue de promouvoir un environnement favorable au développement de la petite enfance en Guinée. Les entretiens semi-directifs réalisés auprès de 21 acteurs clés, issus de diverses institutions nationales, internationales et locales révèlent un éventail de pistes d'amélioration prometteuses dans les secteurs de la santé, de l'éducation préscolaire, de la nutrition et de la protection.

Mots clés : développement de la petite enfance, Guinée, acteurs, perspectives, mise en œuvre, services.

Abstract: Integrated early childhood development is a very current issue, but it is still not sufficiently addressed in sub-Saharan Africa, and more specifically in the

Republic of Guinea. The aim of this study is to highlight the proposals made by institutional and operational actors to promote a supportive environment for early childhood development in Guinea. Semi-structured interviews conducted with 21 key actors from various national, international, and local institutions reveal a range of promising improvement avenues in the areas of health, preschool education, nutrition, and protection.

Keywords: early childhood development, Guinea, actors, perspectives, implementation, services.

Introduction

La République de Guinée est l'un des pays qui se sont récemment engagés à protéger et à promouvoir le développement intégré de la petite enfance. Toutefois, force est de constater que la petite enfance y reste confrontée, à l'instar d'autres régions du monde à de nombreux obstacles, se traduisant par de multiples atteintes aux droits fondamentaux des enfants, affectant gravement leur développement intégré et leur bien-être. Les données probantes et bien documentées soulignent que la Guinée dispose l'un des taux de couverture sanitaire les plus faibles au monde, 16,4%, se traduisant par des taux de mortalité élevés, estimés à 555 décès maternels pour 100.000 accouchements ; 111 décès pour 1000 enfants de moins de 5 ans et 67 décès pour 1000 enfants de plus de 5 ans. Le tableau nutritionnel infantile est tout aussi problématique, et présente des chiffres alarmants. On estime à 30% de cas de retard de développement ; 75% de cas d'anémie ; 33% de cas d'allaitement maternel approprié et 24% seulement de cas de moins de 3 ans connaissent une régularité de plats (MSHP, 2022, p. 17-18). En ce qui concerne la protection, une évaluation non exhaustive des atteintes aux droits des enfants, conduite en 2025 a mis en avant 59 cas de viol ; 38 enlèvements ; 31 abandons d'enfants ; 40 enfants disparus ; 3 cas d'excision et 10 infanticides (OPROGEM, 2025, p.1). Ce qui explique une prise en compte encore insuffisante du secteur dans le pays malgré les réformes engagées.

À l'échelle mondiale, on estime entre 151,6 millions à 160 millions d'enfants à travers le monde qui sont soumis à l'exploitation économique. Environ deux tiers,

soit 86,6 millions de cas proviennent de la région subsaharienne, passant de 22,4% en 2015 à 23,9% contre 7,4% à 5,6% dans les pays de l'Asie pacifique et de 7,3% à 6% en Amérique du sud et dans l'espace caribéen (Danielle-Esther Kouassi, 2025, p.7). Ces taux élevés de pires formes de travail des enfants mettent en évidence la vulnérabilité des enfants, et découlent d'une inefficacité accrue des dispositifs de protection mis en place dans certaines régions du monde. Cette réalité qui dénote d'une faible couverture de services, et qui touche une proportion importante d'enfants est préjudiciable à leur développement intégré. En termes de soins de santé néonataux et infantiles, les travaux de l'OMS (2021, p. 3) dressent un bilan qui donne froid dans le dos, indiquant que sur 140 millions de naissances à l'échelle mondiale, 30 millions de bébés requièrent un suivi médical immédiat. Parmi eux, 8 à 10 millions sont atteints de graves complications, alors que, seulement 15 millions de ces 30.000.000 sont pris en charge dans des structures peu appropriées. L'insuffisance pondérale dont souffrent environ 20,5 millions de nouveau-nés reste volatile en Asie du sud, 48% et en Afrique au sud du Sahara, 14%. En outre, 5,2 millions de décès infanto juvéniles sont enregistrés à travers le monde. Au nombre de ceux-ci, environ 80% de cas arrivent en Asie septentrionale et australe et d'Afrique subsaharienne, étant donné que 50% d'enfants, inférieur à 5 ans sont nés dans ces régions. À l'instar de ces enfants de moins de 5 ans, ceux en dessus de 5 ans (5 à 24 ans) demeurent tout aussi en risque de mourir à un âge jeune. On estime à 2,2 millions le nombre de décès touchant ces différentes couches de personnes. Une mise en œuvre appropriée de politiques publiques dans les divers domaines aurait permis de donner accès à 40% d'enfants qui sont encore privés de scolarisation ; de corriger la malnutrition qui continue d'affecter la croissance de 40% d'enfants ; de freiner la propagation des infections transmissibles, notamment le VIH/SIDA qui décime des vies, notamment les parents qui sont supposés prodiguer des soins aux enfants ; de prévenir enfin, les conflits armés, les troubles sociopolitiques ainsi que des affrontements intercommunautaires qui entravent l'administration des services sociaux de base, gage d'un développement harmonieux des enfants (Vivien-Claude Matingou, 2025, p. 2). Hormis ces problématiques qui sont soulevées, la persistance des pesanteurs

sociales impacte également des enfants, en particulier les filles (Saré/Maré, 2014, Pp.245-260). Les mutilations sexuelles féminines occupent, à ce titre, une place centrale. De plus en plus de travaux sur le sujet mettent en exergue des effets néfastes sur la santé de la victime. Les travaux de Monisola Ibileye Stella (2025, p. 221) permettent d'appréhender les répercussions immédiates et à long terme de cette pratique, notamment les altérations de la santé vaginale, les risque de décès, les douleurs vives, la miction douloureuse, une perte considérable du sang, les infections tétaniques, la désertion scolaire, les infections transmises sexuellement, l'incontinence urinaire, le stress post traumatique ainsi que des risques de complication obstétricale. Nonobstant tous ces risques accrus, de nombreuses filles à l'échelle mondiale sont exposées aux mutilations génitales. 4,5 millions de filles, majoritairement celles en dessous de 5 ans sont susceptibles d'être excisées en 2026, alors que 230 millions d'autres filles et de femmes souffrent des répercussions de l'excision (OMS, 2026, p.1). Ainsi, l'objectif de cette étude est de mettre en évidence les perspectives de développement de la petite enfance en Guinée formulées par les acteurs institutionnels et les acteurs opérationnels intervenant dans le domaine. Plus spécifiquement, le présent travail met en lumière les pistes d'amélioration de la petite enfance dans les secteurs de la santé, de la nutrition, de l'éducation préscolaire et de la protection en République de Guinée.

1-Méthodologie de la recherche et considération éthique

L'étude s'inscrit dans une approche qualitative. Elle met en lumière les perceptions des acteurs institutionnels et les acteurs de mise en œuvre, dans une approche intégrée des domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation préscolaire et de la protection. Les acteurs institutionnels rencontrés sont d'une part les Directeurs nationaux et généraux des institutions publiques et d'autre part, les Directeurs de programmes travaillant dans les agences onusiennes et les organisations humanitaires internationales qui sont accréditées en Guinée. Les entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de 21 acteurs clés du 21 novembre 2024 au 24 avril 2025 à Conakry. Pour des besoins de triangulation de sources, une revue

documentaire se basant sur les documents de politiques sectorielles, les rapports techniques et de plans d'action opérationnels a été réalisées. Les résultats obtenus sont structurés selon les types de services qui sont prodigués en petite enfance en Guinée. Il s'agit notamment des soins de santé, de nutrition, d'éducation préscolaire et de protection.

Les participants, tous des majeurs, avec un âge variant de 36 à 60 ans ont librement consenti à participer à l'étude, et ce, après une explication préalable de l'objectif de l'étude. Le droit de se retirer, de poursuivre ou de ne pas répondre à une question sensible ainsi que l'anonymat sur les données ont été garantis à l'ensemble des participants.

2- Présentation des résultats

2-1- Perceptions liées à la santé de la petite enfance en Guinée

2-1-1- La promotion de la vaccination infantile

La promotion de la vaccination infantile est une perspective hautement stratégique qui mérite d'être portée par les acteurs décisionnels du pays. Elle est essentielle pour améliorer la santé des enfants de 0 à 8 ans en République de Guinée. À mon avis, l'une de meilleures interventions en faveur de cette couche sensible passe par la vaccination grâce à laquelle de nombreux enfants autrefois exposés aux risques de handicaps de tout genre parviennent à se développer à l'abri des infections qui affectent leur bien-être mental et physique. Cette perspective vise à renforcer la couverture vaccinale du pays dont les inégalités entre les zones rurales et urbaines sont persistantes. Les acteurs institutionnels évoluant dans le domaine de la santé ont évoqué le terme « Zéro dose » pour désigner les enfants qui n'ont jamais reçu de vaccination depuis leur conception jusqu'à neuf (9) mois. Ce sont des enfants qui n'ont pas accès aux structures de santé et qu'aucun agent de santé n'est jamais passé à côté de leurs mères soit pour les conseils ou pour les vacciner, parce que se trouvant dans l'arrière-pays où les structures dédiées à la santé se font rares. À terme, cette perspective permettra de garantir un accès équitable de tous les enfants du pays aux

vaccins pour les préserver contre les maladies dévastatrices et handicapantes. C'est du moins ce qui ressort de ce *verbatim* ci-dessous :

« On promeut l'utilisation optimale des vaccins qui sont dans le pays. Ça protège les enfants contre plusieurs maladies. Actuellement, nous avons des vaccins pour la prévention de 11 maladies. Donc la perspective, c'est d'aller jusqu'à 15 maladies. Et les maladies, non les moindres qui sont dites meurtrières. La rougeole, elle est vraiment meurtrière. La méningite est meurtrière. La fièvre jaune est meurtrière. La poliomyélite est handicapante à vie. L'hépatite B, la diphtérie, la coqueluche, les tétanos. Même la COVID. Donc nous avons tout ça dans un programme de vaccination. Il faut les promouvoir en perspective, [...] » (M.K., 51 ans, SMO).

2-1-2- La formation du personnel de santé

La formation du personnel de santé est un pilier essentiel dans le cadre de la prestation de services dédiés à la petite enfance. C'est un axe stratégique dans la prise en charge des infections. La sous-qualification des ressources humaines constitue l'un des facteurs aggravant du taux de mortalité néonatal et infantile dans les pays en voie de développement. Comme il a été démontré dans les chapitres précédents, le personnel chargé de la pratique de soins en faveur des enfants de 0 à 8 ans en Guinée sont moins qualifiés, c'est du moins ce que nos données collectées auprès des acteurs institutionnels démontrent. Rien qu'à voir le taux de mortalité infantile qui hausse de 67/1000 (INS, 2019, p. 1), l'on s'aperçoit que le pays a du mal à minimiser les décès néonataux et infantiles évitables qui demeurent constants malgré ses engagements internationaux de réduire les taux de décès néonataux à 12/1000 et infantile à 25/1000 à l'horizon 2030. Cette perspective de former le personnel de santé à être plus opérant s'avère nécessaire pour honorer ces engagements. Les acteurs ont mis en avant le fait que les thématiques de ces formations portent sur les fondamentaux de l'administration des vaccins aux enfants pour les prémunir contre d'éventuelles menaces et la chaîne de froid. Ce *verbatim* ci-dessous vous permet de mieux appréhender les enjeux de ladite perspective :

« Un agent, tu dois connaître la maladie pour laquelle tu donnes le vaccin. C'est ce qui te donne le message et l'argumentaire nécessaire pour pouvoir informer et pour pouvoir convaincre les parents d'enfants à adhérer à la vaccination, à assurer la continuité de la vaccination. [...] Est-ce que c'est un vaccin qu'on doit diluer pour piquer l'enfant ? Quand tu vois un flacon de vaccin, comment peut-on s'y rendre compte que ce vaccin répond aux normes de qualité et de sécurité de l'OMS, les normes PQS ? On forme les gens pour savoir les voies pour leur permettre de cerner les voies d'administration des vaccins. C'est ce qui fait que le vaccin sera efficace. C'est ce qui fait qu'il y aura moins d'effets secondaires après la prise du vaccin (M.K., 48 ans, SMO).

La formation du personnel de santé est une véritable opportunité du développement de la petite enfance en Guinée. Un personnel qualifié est une garantie sûre de prestation efficace de services, aussi bien dans le secteur de la santé que les secteurs de protection, d'éducation et de nutrition.

2-2- Propositions liées à la nutrition de la petite enfance en Guinée

2-2-1- La promotion de l'agriculture familiale en Guinée

Le renforcement de la sécurité alimentaire en République de Guinée est une perspective cruciale pour garantir la permanence alimentaire dans le panier de la ménagère. Avec une alternance climatique favorable, un dense réseau hydrographique (1661 cours d'eau) et un sol propice à l'agriculture, le pays présente des opportunités agricoles énormes (Selly Camara & Abdelkader Bangoura, 2017, p. 107). Cependant, malgré ce potentiel agricole prometteur, l'expérience montre que le pays demeure fortement dépendant à l'importation des denrées de première nécessité (riz, farine, produits laitiers). La production locale reste insignifiante par rapport aux besoins alimentaires croissants de la population, rendant chers les fruits, les légumes, les céréales, les tubercules et d'autres matières grasses, indispensables à la bonne croissance des enfants de 0 à 8 ans. Pour relever ce défi, les acteurs évoluant dans la prise en charge des enfants en situation de malnutrition ont mis en avant la recommandation de promouvoir l'agriculture familiale en vue de favoriser un accès accru aux aliments, en témoigne le *verbatim* ci-dessous :

« Si je prends par exemple l'alimentation, je vous dis, nous prévenons, mais quel est le lieu où on peut donner des informations pour la prévention mieux que les écoles ? Vous allez dans une école primaire, vous avez beaucoup de petits enfants de moins de 10 ans qui sont là, qui n'ont que deux repas par jour et puis un menu qui ne varie pas. Voyez-vous ? un menu qui ne varie pas, finalement, l'enfant est dans un état de famine parce qu'il n'a que deux menus dans sa vie. [...] Comme l'adage qui dit : « mieux vaut prévenir que guérir ». Donc, la prévention par la promotion de l'agriculture familiale peut se faire partout où il y a l'enfant et la femme » (I. S.D, 60 ans, ESNI

La perspective de promouvoir l'agriculture familiale est très déterminante pour optimiser la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population en général, et en particulier celle de la petite enfance en Guinée. Dans un contexte où l'écrasante majorité de la population guinéenne vit dans les milieux ruraux, dépendant essentiellement de l'agriculture extensive à moindre impact, mettre en œuvre cette perspective fait appel à la stabilité, l'accessibilité et la diversification alimentaire, profitables à la fois aux enfants et aux femmes en situation de maternité. La réussite d'une telle intervention passera par la sensibilisation des familles sur les enjeux liés à la malnutrition ; la mise en œuvre des modules de formation pour celles-ci ; la mécanisation de la filière agricole et une facilitation d'accès aux intrants.

2-3- Propositions liées à l'éducation de la petite enfance en Guinée

2-3-1- L'augmentation du budget alloué aux services du Préscolaire

Le sous financement a été particulièrement mis en exergue par les acteurs institutionnels comme étant à la fois une contrainte mastodonte et un défi auquel le secteur reste confronté. Les données montrent une relégation accrue du financement des services préscolaires au profit des secteurs de la défense, de l'énergie et d'infrastructures routières. A en croire au *verbatim* ci-dessous, les services du préscolaire absorbent annuellement moins de ressources, environ 1% du budget national, rendant difficile la mise en œuvre des actions de développement dans le domaine :

« Alors que les normes internationales en ce qui concerne le préscolaire, c'est 6% du budget, nous, on n'avait même pas 1% à l'époque, mais avec le ProDEG (Programme Décennal de l'Éducation en Guinée) dont je parle là, il y a une projection, parce qu'ils ont fait une simulation. Il y a une simulation financière qui accompagne le ProDEG. Donc, il est prévu que d'ici 2030, fin 2030, qu'on atteigne 3% du budget. Quand on dit 3%, pour ceux qui ne savent pas, ils pensent que c'est petit, mais c'est énorme par rapport à l'année de base de la simulation. Quand vous voyez l'année de base, ça ne fait pas 1% et qu'on vous dise que vous devez aller à 3%, pour ceux qui n'ont pas une idée, ils disent mais c'est faible. Pour nous qui savons, nous disons que ça a évolué. Parce que ça fait juste la moitié de ce que les organisations internationales demandent. C'est-à-dire 6% (G. T., 68 ans, PND).

La mise en œuvre d'une telle perspective serait plus éloquent quant à l'expression de la volonté politique souvent mise en avant par les acteurs gouvernementaux. En faisant de l'extension de la couverture du préscolaire, la réduction des disparités assez significatives entre filles et garçons ainsi que celles entre les zones sera une réalité. Les acteurs impliqués dans le développement de la petite enfance en Guinée auront ainsi posé les bases fortes d'un développement convenable des enfants de 0 à 8 ans, car une éducation préscolaire favorisant le développement des enfants est hautement bénéfique pour bâtir le capital intellectuel et social de l'individu en développement (OMS, 2019, p.19).

2-3-2- La revue et l'harmonisation des programmes préscolaires

La mise en place de la politique nationale d'éducation précoce de la petite enfance en Guinée constitue une véritable opportunité, continuant de susciter chez les parents, davantage espoirs du développement harmonieux des enfants de 0 à 8 ans. En effet, l'apprentissages précoces dispensé dans les crèches, écoles maternelles, classes préprimaires et centres d'encadrement communautaire en contexte guinéen dont le but est de permettre aux enfants de connaître un passage en douceur au cycle élémentaire fait face à un défi significatif de manuels pédagogiques et ludiques jugés caducs et épars. Ce qui n'a pas permis jusqu'ici à l'éducation préscolaire de remplir convenablement ce rôle de premier plan qui consiste à réduire la pénibilité de

l'apprentissage dans les classes du primaire, entraînant des taux élevés de redoublement dans les classes d'examen dont la conséquence n'est autre que le décrochage scolaire, les mariages précoces et la perpétuation de la pauvreté. Face à cette réalité, les acteurs institutionnels évoluant dans le domaine et rencontrés dans le cadre de la présente recherche ont unanimement mis en exergue ces facteurs de caducité des programmes d'enseignement et de manque d'uniformité informationnelle dans ces structures. Ce *verbatim* ci-dessous permet de mesurer l'ampleur de cette problématique d'harmonisation des manuels pédagogiques dans les différentes structures :

« C'est vrai que ces documents sont vieux, parce que même lors de l'atelier ça a été proposé. Il faut réactualiser toute cette documentation. Il y a en place des ressources humaines engagées qui veulent vraiment qu'on puisse développer la petite enfance. Partout, il y a des organismes aussi, tels que l'UNICEF, j'ai vu Plan Guinée, j'ai vu Childfund, il y a SOS. Toutes ces structures-là existent pour le développement de la petite enfance. Maintenant, ce qu'il nous reste, nous, c'est d'actualiser les documents. Faire un guide clair qui définit réellement la petite enfance, c'est quoi ? Parce que jusqu'ici, il y a des discussions sur la petite enfance, même par rapport à l'âge. Certains disent que c'est de 0 à 6 ans. D'autres disent non, c'est de 0 à 3 ans. (H. S., 48 ans, fecinU).

Cette perspective qui vise à adapter les contenus des programmes préscolaires aux réalités actuelles et à les uniformiser sur l'ensemble du territoire est cruciale en ce sens qu'elle permettra à la Guinée de se doter des curricula préscolaires qui s'entrent avec les contenus qui font florès dans d'autres contextes. Pour réussir ce pari, cette revue devra requérir l'inclusion des acteurs des différents niveaux : décisionnels (acteurs institutionnels), opérationnels (moniteurs et administrateurs) ainsi que d'autres spécialistes de la petite enfance. En cela, la Guinée aura construit des bases fortes du développement harmonieux d'une petite enfance qui s'en sort aisément des tracasseries de compréhension que connaissent actuellement les enfants dans les classes du primaire et secondaire. Ainsi, ils connaîtront une scolarité longue et moins pénible, moins coûteuse et deviendront plus tard de véritables acteurs de développement socio-économique du pays (Lori Gin Irwin et al., 2007, p. 28).

2-4- Propositions liées à la protection de la petite enfance en Guinée

2-4-1- L'appui aux politiques de protection de la petite enfance

La République de Guinée est l'un des rares pays en région ouest africaine dont le cadre légal et politique est aligné sur le standard international de protection de l'enfant. Dénommé Système de Protection de l'Enfant en Guinée (SyPEG), ce mécanisme mis en place avec le concours des partenaires vise à veiller, alerter, référer et prendre en charge les cas de maltraitance touchant les enfants. En revanche, malgré l'existence de cet arsenal de dispositif de protection, les données montrent que le pays enregistre de nombreux cas de violation des droits de l'enfant, allant de la négligence à la maltraitance. Comme il a été précédemment souligné, le système de protection pêche énormément en matière d'application des textes et de prise en charge des enfants victimes. Le *verbatim* ci-dessous permet déjà d'appréhender l'apport de ces acteurs non-étatiques dans le cadre des plaidoyers en faveur de la criminalisation des violences faites aux enfants ainsi qu'à la régularité des procédures impliquant des enfants victimes ou en conflit avec la loi :

« On a interdit les MGF, on a interdit le mariage avant 18 ans. On les a même criminalisés, et même maintenant, on a même fait le plaidoyer pour qu'ils soient inscrits dans la constitution. Dans l'avant-projet de la constitution actuelle, on a deux articles qui touchent à ça. La Guinée est l'un des rares pays à avoir mis ça dans sa constitution. On veille aussi à former les cadres une fois que la loi est faite. On fait aussi à ce que les acteurs au niveau de l'État aient les capacités pour l'appliquer. (A. B., 52 ans, fecinU).

Cette perspective de soutenir la volonté politique portée par les plus hautes autorités du pays, manifestement traduite par l'élaboration des instruments juridiques et la mise en place des mécanismes de protection de la petite enfance vise à raviver le partenariat public-privé, à outiller les ressources humaines en charge de la mise en œuvre de ces politiques et à dissuader d'éventuels auteurs de violences à l'égard des enfants. En cela, la Guinée brillerait de mille feux et deviendrait ce bon élève qui inspire et qui conseille en termes de prévention et de la prise en charge des enfants souffrant de la maltraitance.

2-4-2- La sensibilisation communautaire

Développer des messages de sensibilisation à l'endroit des communautés pour promouvoir les droits et la protection des enfants de 0 à 8 ans constitue une perspective cruciale pour garantir le développement harmonieux de la petite enfance en Guinée. La population guinéenne est rurale, à en croire aux données démographiques disponibles dans le rapport final du recensement général de la population et de l'habitat (2014, p. 26), indiquant 6 914 852 personnes vivant dans les milieux ruraux, contre 3 684 996 autres personnes vivant en milieu urbain. Ce qui implique à dire que la grande majorité des enfants guinéens vivent dans l'arrière-pays où ils sont perçus comme étant les enfants qui sont « derrière la montagne » ou de « zéro dose ». Pour rappel, les expressions derrière la montagne, courante dans le domaine éducatif et zéro dose dans le domaine de la santé, désignent l'ensemble des enfants qui vivent dans les endroits éloignés où ils sont oubliés et ne sont jamais couverts par les interventions publiques en matière de services préscolaires ou d'éducation de base ou ceux dont les mères n'ont jamais reçu une seule dose de vaccin en raison de l'inaccessibilité ou de la transhumance des parents vivant de chaque côtés des frontières avec certains pays limitrophes. Ces mères accouchent seules sans avoir bénéficié de conseils de maternité ou de visite d'un agent de santé, ou parfois dans les mains des accoucheuses traditionnelles où elles ne reçoivent pas de soins obstétricaux appropriés. Pis, jusqu'à leurs 9 ou 10 mois d'âge, ces enfants ne se sont pas vus offrir ne serait-ce qu'une fois, une demie dose de vaccin. Aussi, les communautés constituent les foyers de certaines pratiques défavorables qui affectent le développement harmonieux de la petite enfance. C'est le cas par exemple du refus de scolarisation des garçons au profit de l'agriculture de subsistance et les filles pour se faire marier précocement à un adulte qui leur offre des présents ou leur assiste dans les travaux champêtres ; la priorisation des soins traditionnels dans le traitement des infections infantiles au mépris des structures de santé appropriées ; la résistance à l'abandon des mutilations sexuelles féminines suivies de la scarification et d'autres formes de violences dues à l'ignorances ou à la pauvreté, comme le non-

enregistrement des naissances à l'état civil et les brutalisations. Prenant conscience de toutes ces violations des droits des enfants, les acteurs de la petite enfance évoluant en Guinée ont projeté dans leur unanimité d'intensifier les campagnes de sensibilisations et d'éducation communautaire sur les pratiques parentales favorables, en témoigne ce *verbatim* ci-dessous :

« [...] Nous comptons aussi développer les messages de sensibilisation communautaire pour permettre aux membres de la communauté de savoir comment protéger les enfants, comment mobiliser les ressources pour protéger les enfants et comment collaborer avec les autres acteurs du secteur. Donc voilà les deux actions prioritaires que nous comptons faire à l'avenir » (F. Y., 36 ans, SRC).

En sensibilisant et en conscientisant sur le respect des droits fondamentaux de l'enfant comme celui à l'éducation, à la santé et à la protection, les communautés seraient amenées à comprendre les enjeux de ces pratiques communautaires défavorables et à adhérer aux nouvelles pratiques plus bénéfiques prônées au niveau stratégique du pays. Ce qui à coup sûr permettrait d'épargner de milliers d'enfants vivants dans ces endroits plus reculés de connaître comme leurs pairs des centres urbains une couverture sociale plus sécurisante et favorable à leur développement physique, cognitif, affectif et social approprié.

2-4-3- Urgence d'ancrage des pratiques éducatives locales dans les programmes de la petite enfance

L'usage des pratiques éducatives locales est massif dans les socio textes fictionnels guinéens postcoloniaux. Base d'une trans fiction à partir de laquelle le travail de réécriture prend la forme d'ancrage culturel, les cultures communiquées dans le roman guinéen postcolonial engagent les personnages moins matures dans la contemplation du biotope culturel. Telle, une société organisée par différents clans sociaux, celle de la petite enfance des textes fictionnels est en face de plusieurs enjeux sociaux, entre autres : proie à la mort de *Sia Virginie*, *Crash d'un avion sorcier*, 2022, *Harmattan Guinée*. Méditations didactiques et ludiques, voire contemplatives du *Je* avec la flore et la faune culturelle ; *L'Enfant noir*, 1963, *Plon*. Découverte de

l'héroïsme à l'exotisme qui change le destin ; *Soundjata ou l'épopée mandingue*, 1961, *Présence Africaines*. Sollicitude, action, prise en charge de son destin et découverte du tragique humain ; *Le Cercle des tropiques*, *Présence Africaine*, etc. A notre égard, ces actions fictionnelles alternées concourent pour la plupart à l'éducation africaine de ces personnages immatures. Prendre ces pratiques locales en compte au sein des programmes guinéens de la petite enfance semble préparer l'ancrage des identités africaines au sein des curucula guinéens.

En cela, la Guinée aura construit des bases fortes du développement harmonieux d'une petite enfance qui s'en sort aisément des tracasseries de compréhension que connaissent actuellement les enfants dans les classes du primaire et secondaire. Ainsi, ils connaîtront une scolarité longue et moins pénible, moins coûteuse et deviendront plus tard de véritables acteurs de développement socio-économique du pays (Irwin et al., 2007, p. 28).

3-Discussion

Le développement de la petite enfance constitue une forte attente de la société guinéenne. Toutefois, les politiques publiques mises en œuvre dans les divers domaines du sous-secteur demeurent très limitées et inégalement réparties sur le territoire national, nécessitant davantage d'interventions appropriées. Des acteurs issus d'institutions nationales, onusiennes, internationales et locales, évoluant dans le domaine, ont à ce titre, mis en exergue des pistes d'amélioration du sous-secteur qui sont d'ordre sanitaire, éducatif, nutritionnel et de protection. Dans cette perspective, la promotion de la vaccination infantile ainsi que la formation du personnel de santé constituent une porte d'entrée cruciale de la petite enfance dans le système sanitaire, surtout lorsqu'elles sont optimisées et élargies à tous les enfants du pays. Les travaux de Nicolas Dauby (2020, p. 170) sur les retombées de la vaccination infantile mettent en évidence des effets qui transcendent la protection particulière de l'enfant, notamment les chances pour la société de disposer d'une population instruite et en bonne santé ; une participation significative au développement communautaire, engendrant une incidence accrue sur les finances publiques ; la réduction des

inégalités entre les personnes de sexes féminin et masculin ainsi que l'anticipation des infections infantiles coûteuses. Cette autre perspective de former le personnel de santé est déterminante pour la Guinée en ce sens qu'elle permettrait à terme d'accroître le nombre de personnel qualifié et de bonifier le ratio actuel de 2,5 professionnels de santé pour 10 000 habitants (MSHP, 2023, p.23). S'agissant de la nutrition infantile, cette perspective qui vise à promouvoir l'agriculture familiale afin de garantir la permanence de nourriture dans les greniers s'avère bénéfique. Sa mise en œuvre pourrait contribuer à réduire la prévalence actuelle de la malnutrition infantile aigüe et chronique dont souffrent 350 000 enfants de moins de 5ans (Unicef Guinée, 2022, p.4). De même, les perspectives relatives à l'éducation préscolaire sont prometteuses. Elles visent à faciliter l'accès et à harmoniser les programmes d'enseignement qui demeurent encore épars et spécifique selon les écoles. L'exemple du Sénégal où l'État a un regard particulier sur le développement de la petite enfance, faisant du sous-secteur une priorité nationale (Turpin Bassama, 2010, par. 2), peut servir d'un bon modèle d'engagement des acteurs en faveur de la petite enfance en Guinée.

Conclusion

Le renforcement du développement de la petite enfance en Guinée passe par une mise en œuvre accrue des actions dans les services sociaux de base. C'est dans ce cadre que les acteurs évoluant dans le secteur de la petite enfance en Guinée ont formulé les présentes propositions visant à soutenir le développement intégré des enfants de 0 à 8 ans. Les perspectives identifiées, incluent la promotion de la vaccination infantile, la formation du personnel de santé, la promotion de l'agriculture familiale, l'augmentation du budget alloué aux services de la petite enfance, l'harmonisation des programmes d'enseignement, l'appui aux politiques de protection ainsi que la sensibilisation communautaire. Une fois menées, ces actions auront un impact significatif et durable à la fois dans la vie des enfants que celle de la nation toute entière.

Références bibliographiques

Camara, S., & Bangoura, A. (2017). « Valorisation des ressources en eau en Guinée en vue d'un développement économique et social durable ». *Journal of Water and Environmental Sciences*1 (Numéro spécial COP22), 106-114.

Dauby, N. (2020). Impact sociétal de la vaccination : au-delà de la protection individuelle. *Rev Med Liege*, 75, 170-5.

Institut National de la Statistique (INS) (2014). « Troisième recensement général de la population et de l'habitat ». Conakry, Guinée.

Institut National de la Statistique (INS) (2019). « Enquête démographique et de santé (EDS). Ministère du Plan et du Développement Économique ». Conakry, Guinée.

Irwin, L. G., Siddiqi, A., & Hertzman, C. (2007). « Le développement de la petite enfance : un puissant égalisateur ». *Rapport final. Commission de déterminants sociaux de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé*.

Kouassi, D. E. (2025). « Le travail des enfants en Afrique subsaharienne et la responsabilité internationale des entreprises multinationales ».

Matingou, V. C. (2025). « Déterminants du développement global des enfants et adolescents en Afrique subsaharienne : Analyses croisées des effets des violences, du statut d'orphelin et des expériences néfastes durant l'enfance ».

Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (2022). « Evaluation nationale de la situation nutritionnelle par la méthodologie SMART en Guinée 2022 ». Conakry, République de Guinée.

Ministère de la santé et de l'hygiène publique (2023). « Plan stratégique national de la santé communautaire (2023-2027) ». Conakry, République de Guinée.

O. mondiale de la santé (2002). « La nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant : Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Rapport du Secrétariat.

O. mondiale de la Santé (2021). *Engagement à mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent (2016-2030) : rapport du Directeur général* (No. A74/14). Organisation mondiale de la Santé.

O. mondiale de la santé (2026). Les mutilations sexuelles féminines. Lu sur Plus de quatre millions de filles encore exposées au risque de mutilation génitale féminine : les dirigeants de l'ONU appellent à un engagement et à des investissements soutenus pour mettre fin à la MGF le 05/8/2026.

O. mondiale de la Santé, O. (2019). « Soins attentifs pour le développement de la petite enfance : un cadre pour aider les enfants à survivre et à s'épanouir afin de transformer la santé et le potentiel humain ».

Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM) (2025). « Statistiques annuelles de l'OPROGEM 2025 ». Conakry, République de Guinée.

SARE/MARE Honorine, 2014, « L'Ancrage culturel dans *Les Carnets secrets d'une fille de joie* de Patrick G. Ilboudo », Tome XXIX in Cahiers du CERLESHS, Mélanges en l'honneur du Professeur Alain Delplanque, n°48, Presses Universitaires de Ouagadougou, ISSN : 0796-5966, Pp. 245-260.

Stella, M. I. (2025). « La lutte contre l'excision en Afrique à travers le bistouri des larmes de ramonu sanusi et tu t'appelleras tanga de calixthe beyala ». *Journal of Humanities and Social Science*.

Turpin Bassama, S. (2010). La case des tout-petits au Sénégal. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, (53), 65-75.

Unicef Guinée (2022). Enquête nutritionnelle SMART 2022. Conakry, République de Guinée.